

L' Allemagne après les élections 2005.

Une grande partie de la population allemande a voté. 23% n'ont pas voté. La bourgeoisie et aussi tous les partis établis aussi bien comme les médias sont déçus. Un peu comme chez le « non » au referendum en France. Tout le monde, après le sondage, a attendu une grande victoire pour la droite chrétienne. Maintenant, cette droite avec sa dirigeante, Angela Merkel, cherche des partenaires pour gouverner. Certainement, il y aura un gouvernement avec le parti neoliberal et les verts ou une grande coalition avec les sociaux démocrates qui sont prêt a tout compromis pour rester au gouvernement. Les contre – reformes vont continuer. La seule perspective pour ces partis est aujourd'hui de satisfaire les attentes du capital pour augmenter le taux de rentabilité. Dans plusieurs secteurs de l'économie, le capital veut une percée : enlever toutes les barrières pour la biotechnologie, prolonger la sortie de l'énergie nucléaire, faciliter le licenciement, renforcer la pression sur les chômeurs et ceux qui deviennent chômeurs, réduire les possibilités de refuser un emploi, augmenter l'obligation d'un travail pour un euro sous la menace de perdre son allocation de chômage .

Mais ils – les gouvernants et le patronat - sont un peu dérangés par le résultat des élections. Car au moins un tiers de la population refuse cette politique et se déclare prêt de descendre dans la rue pour défendre son existence. Leur symbol : il faut le faire comme les travailleur De chez Opel en octobre dernier : défendre avec tous les moyens sa dignité sociale. C'est cette mentalité qu'on peut découvrir dans les débats et aussi dans la férocité comme les travailleurs attaquent parfois les syndicalistes cogestionnaires.-

Ce sont maintenant les travailleurs dans les grandes entreprises qui sont touchés par les licenciements et les délocalisations – Siemens 10 000 , Samsung 800, Volkswagen 10 000 et beaucoup d'entreprises entre 500 et 2000 travailleurs.

Une grande coalition aura la tâche de garantir la paix sociale avec les ministres sociaux-démocrates et leur bon rapport avec les syndicats et aussi préparer la répression sous la couverture de l'appareil syndical..

Au mois d 'aout, la perquisition dans les locaux du www. labournet.de a Bochum, un réseau de la gauche syndicale dans l' internet pour informer sur les actions et les luttes en Allemagne et partout. La police a confisqué tout le matériel, toutes les adresses et autres documents. Jusq'aujourd'hui, ils gardent une partie du matériel et ils veulent faire un procès pour diffamations envers des instances d'Etat. Des bureaux des journalistes et des revues soutenant des mouvements de rue sont aussi perquisitionnés par la police. Deux travailleurs de Opel ont été licenciés a cause de la grève. C' est un peu le signe de l'inquiétude dans les milieux dirigeants. Les cibles sont bien choisies, contre les associations indépendantes et contre des travailleurs combattifs.

Au moins un tiers des chômeurs ont donné la voix au parti de gauche. C'est surtout a l'est, dans l'ancienne RDA, que le parti de gauche a eu beaucoup de

voix. Mais aussi dans les villes de l'autre partie de l'Allemagne, une partie des travailleurs a voté aussi pour ce nouveau parti de gauche. Cela ne signifie pas qu'il n'y a une très grande confiance dans ce parti. Car beaucoup de gens voient bien quelle politique font les représentants de ce parti dans les gouvernements des Länder (Régions) à Berlin et à Mecklenbourg. Mais on veut une autre voix dans le parlement et on espère aussi qu ce parti va soutenir le mouvement social pour des droits nouveaux comme le revenu minimum à 1.400 Euro, comme la retraite à 60 ans etc. Il y a aussi dans les rangs du parti de gauche beaucoup des permanents de l'appareil syndical, soit de l'IG-Metall ou du syndicat du service public/ ver.di). Ces gens – la n'étaient pas ceux qui ont participé aux manifestations de lundi ou qui ont publiquement soutenu les actions sauvages chez Daimler ou chez Opel. Ils vont certainement s'installer au parlement pour jouer l'aile gauche de la social - démocratie.

Mais dans la gauche sociale et aussi dans la gauche syndicale, il y a néanmoins une nouvelle dynamique. Car tout le monde est conscient que c'est la nécessité d'un mouvement social pour bloquer vraiment les attaques sur nos droits sociaux et pour transformer la passivité et le fatalisme dans une grande partie de la population dans une lutte offensive et courageuse.

Il y a plusieurs secteurs sociaux qui montrent cette combativité, ce sont les travailleurs dans les usines automobiles, dans l'électronique chez Siemens, mais aussi les médecins et tout le personnel hospitalier et une petite minorité des cheminots.

Le premier octobre à Stuttgart, il y a le congrès de la gauche syndicale/ la deuxième fois dans cette année/ ou le point principal est le renforcement des structures et l'élection d'une commission nationale qui doit représenter tous les secteurs en lutte.

En même temps il y a une rencontre nationale de toutes les initiatives qui s'organisent en dehors des structures syndicales et qui essaient de constituer des réseaux autonomes des travailleurs à Cologne.

Le mouvement social prépare ses assises pour le début novembre. On veut reprendre et intensifier la coopération entre la gauche syndicale et les mouvements sociaux.

« Chacun/e peut être aujourd'hui très vite en chômage ,tous ensemble il faut apprendre à nous défendre » c'est le slogan pour cette préparation. C'est – à- dire, il n'y a plus aucune garantie pour un emploi stable et sûr, même pas si tu travailles chez le grand trust comme Siemens. Donc, la précarisation menace aussi des couches salariées assez bien installées auparavant et absentes des grandes mouvements de rue. C'est exactement ce qui est en train de changer

aujourd'hui dans la société allemande. La précarisation de la vie quotidienne est devenu une réalité et une menace.

Le nouveau parti a promis de soutenir la mobilisation de rue pour avoir un appui pour son travail parlementaire. On verra au moment où le mouvement va démarrer.

En tout cas, le succès de ce parti de gauche et la défaite des partis établis est vécu ici comme le petit « non » à l'allemande.

26. septembre 2005/ w.hajek/ berlin